

affirmé que le juge avait manqué à son devoir de retenue judiciaire en qualifiant les défendeurs de «bandit à cravate» ou «en jupon».

cadre d'une association avec le milieu universitaire. Le nouveau système à la fine pointe de la technologie permet-

ensacheuse. Selon Nicole Dallaire, directrice générale adjointe du CSSS de Trois-Rivières, la robotisation du service représente

a expirer que les responsables de ce projet novateur vont d'abord cartographier le circuit actuel du médicament, puis le circuit futur,

pratiques issus de leurs domaines de recherche afin d'en améliorer les services.

Le besoin d'argent fait l'unanimité

La tournée de consultation sur la lutte contre la pauvreté s'arrête à Trois-Rivières



BRIGITTE TRAHAN

brigitte.trahan@renouveliste.qc.ca

Trois-Rivières — La tournée de consultation en vue de préparer le prochain plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté s'est arrêtée hier à Trois-Rivières, hier.

Les Rendez-vous de la solidarité, qui se tenaient à huis clos à la demande des quelque 28 participants invités, se sont tenus sous le regard d'une quinzaine d'observateurs en provenance de divers milieux: syndicats, affaires, Agence de santé et organismes de lutte contre la pauvreté.

Le ministre Sam Hamad, qui coprésidé cette tournée dans les 17 régions administratives du Québec, a noté que «malgré la situation qui n'est pas évidente et facile dans la région, (on remarque) une volonté ferme de toute la région de s'en sortir le plus rapidement possible et de travailler évidemment avec nos élus ici pour



PHOTO: STÉPHANE LESSARD

De gauche à droite: le député de Maskinongé, Jean-Paul Diamond, le ministre Julie Boulet, le ministre Sam Hamad, la ministre Lise Thériault et la députée Danielle St-Amand, lors du point de presse.

aider les personnes en situation de pauvreté et bien sûr, créer des emplois et consolider les emplois existants», dit-il.

Ce qui est ressorti le plus des interventions, hier, «c'est la coordination des gestes, de tous les intervenants de la région», a constaté le ministre, tant pour répon-

services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec. «C'est sûr que ça donne un coup de pouce, mais rajoutons autant d'argent qu'on veut, si les gens n'identifient pas correctement les objectifs qu'on veut améliorer et comment on va le faire ensemble et bien on va ramasser de l'argent et on va le gaspiller», analyse-t-il.

«Ce matin, on a entendu les gens. Il y a besoin d'argent, évidemment et ils nous ont parlé beaucoup de flexibilité, de souplesse dans les programmes et dans les normes exigées. Ça, je pense, ce sont des éléments sur lesquels on peut très bien travailler», a expliqué de son côté la ministre Julie Boulet.

À ce propos, Sylvie Tardif, qui est à la fois coordonnatrice de l'organisme Comsep et conseillère à la Ville de Trois-Rivières, compte parmi les participants qui ont fait cette demande.

C'est que du côté du logement social, par exemple, «des normes, présentement, défavorisent la région», dit-elle, «et favorisent des régions comme Montréal, Québec, Lévis et Gatineau parce qu'ici, le niveau moyen du coût

de logement est sous la moyenne de ces grandes villes-là, alors on a de la difficulté comme Ville à faire du logement social même s'il y a une volonté du conseil en ce sens-là. On sait qu'on a l'argent disponible, mais avec les normes qu'il y a présentement, on n'arrive pas à construire du logement neuf parce qu'on parle de 50 000 \$ la porte pour un logement. C'est trop demander aux Villes. Ce qu'on demande au gouvernement, c'est d'assouplir les règles pour qu'il puisse y avoir du logement social», raconte Mme Tardif, des propos qui rejoignent France Beaulieu, présidente de la Conférence régionale des élus.

«On s'en va vers une démarche de sondage afin de connaître les logements disponibles sur le territoire, que ce soit à n'importe quel niveau. On a accepté ça la semaine dernière au c.a. de la CRÉ. Ça va nous permettre de réajuster notre axe au niveau des enjeux parce que notre plan quinquennal titre à sa fin l'an prochain», précise-t-elle. Le transport collectif, l'emploi et la formation ont aussi été au coeur des discussions. •